



ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2018

Au niveau national, **Solidaires Finances Publiques** demeure la première organisation syndicale à la DGFIP (4 sièges au Comité Technique de Réseau pour 33,56 % des suffrages exprimés) et **Solidaires Finances** reste première fédération aux Ministères économiques et financiers de Bercy (5 sièges au Comité Technique Ministériel pour 29,98 % des suffrages exprimés).

Au plan local, les listes **Solidaires Finances Publiques 25** obtiennent les résultats suivants : 29,27 % en C.A.P.L. A (1 siège / 3), 30,32 % en C.A.P.L. B (2 sièges / 4), 34,95 % en C.A.P.L. C (1 sièges / 3) et 27,05 % en Comité Technique Local (2 sièges / 8).

Félicitations à nos élus titulaires et suppléants. Merci à vous pour votre confiance. Merci à l'ensemble de notre équipe militante pour sa mobilisation. A très bientôt dans les services pour faire vivre nos valeurs de proximité et notre syndicalisme, à très bientôt dans la lutte pour faire entendre votre voix !

VOS ELUS SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES EN CTL ET CAPL

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
CTL	BOHIN Alexis	CHAMBOUX-LEROUX Jeanne
	AVEZOU Olivier	VEREECKE Francis
CAPL 1 - IFIP	CHAMBOUX-LEROUX Jeanne	DA ROCHA Cédric
CAPL 2 - Contrôleur	C1 LIBER Nadine	BRIOT Alain
	CP BOHIN Alexis	SANDIER Philippe
CAPL 3 – Agent Administratif	AAP1 AVEZOU Olivier	VEREECKE Francis

Le combat pour nos missions, notre statut, nos emplois et nos conditions de travail ne s'arrête pas aux simples échéances électorales. Au-delà des urnes, c'est ailleurs et par d'autres moyens qu'il faudra faire triompher nos revendications !

Il n'y a rien de réjouissant dans les évolutions actuelles de notre administration.

Après transferts et redéploiements le solde net des suppressions d'emplois est de 2 090.

La catégorie C va absorber à elle seule plus de **62 %** des suppressions d'emplois.

La Direction Générale des Finances Publiques a perdu plus de **24 000 postes** depuis 2010. Ces choix dogmatiques de la réduction à tout prix amènent au démantèlement des missions et des structures et font souffrir les agents, tout grade confondu (ou presque).

Pour Solidaires Finances Publiques 25, cette nouvelle purge, suppression de 17 emplois (2 IDIV HC 8 B et 7 C), s'inscrit dans un contexte social inédit et dans la bascule du prélèvement à la source.

L'appel à la mobilisation générale du DG dans ce cadre est irresponsable et insoutenable pour l'ensemble des agents. Il entraînera la dégradation, sans commune mesure, des conditions de travail, de la qualité des missions et du service rendu à l'usager.

L'impréparation de la mise en place du PAS au niveau de la DGFIP est irresponsable.

Voici les informations qu'a bien voulu (difficilement! Et à notre demande) nous divulguer le DDFIP lors de la CAPL du 18/12/2018 :

- Les missions des SIP seront mises en stand-by pour faire face à l'augmentation prévue et prévisible de la réception en lien avec le PAS. L'ensemble des équipes sera mobilisé sur l'accueil !

Mais rassurez-vous les CDC (Centres De Contact) seront en soutien. Des contractuels ont été recrutés et formés pour faire face à la demande d'information des contribuables ! Les SIP de Besançon et Montbéliard sont même autorisés à recruter un vacataire pour les aider dans leurs tâches. ROYAL !!! Mais de qui se moque t'on ?

- En contre partie, la DDFIP 25 contribuera à l'effort national en apportant son soutien aux CDC en fournissant, en cas de besoin, 3 emplois (1 pour le SIP de Besançon, 1 pour le SIP de Montbéliard, 1 pour la direction « pôle fiscal »). Preuve s'il en est que les effectifs dans les CDC sont sous-dimensionnés !

- L'Equipe Départementale de Renfort devra elle aussi faire face à l'état d'urgence. Les SIP de Morteau et Pontarlier seront « dotés » d'un agent chacun.

- Cerise sur le gâteau, les collègues du PCR (Pôle Contrôle Revenus/Patrimoine) seront sollicités pour renforcer les SIP en réception et/ou accueil téléphonique. Le DDFIP, quelque peu embarrassé sur le sujet, n'a pas voulu nous répondre clairement sur le sujet. Les collègues devront-ils se déplacer vers d'autres sites ? A Pontarlier ? A Morteau ? Pour l'instant aucune réponse de la direction si ce n'est un vaste enfumage.

- et vous, chers collègues des trésoreries qui avez encore la chance d'avoir conservé la mission « recouvrement impôt », pour vous, rien n'est prévu ! De l'aveu même du DDFIP, « de toute façon, recouvrement et assiette sont intimement liés », sous entendu, « que viennent encore faire ces contribuables à vos guichets, renvoyez les au site internet ou au CDC ou vers leur SIP. De toute façon dans peu de temps, vous serez tranquilles, tout l'impôt sera géré par les quelques SIP que je voudrai bien conserver ! »

En résumé, la DGFIP compte une fois de plus sur l'investissement de nos collègues, sur la conscience professionnelle des collègues, sans aucune revalorisation du point d'indice, sans prime de Noël !

« En même temps », pourquoi l'État dépenserait plus quand il sait qu'il peut compter sur ses petits soldats quelles que soient les conditions de travail ? Tout est fait à l'arrach' on demande du renfort à des collègues, peu ou pas encore formés au PAS, mais à part ça, il paraît qu'il n'y a pas d'impréparation. On vous en demande toujours plus, vous serez toujours de moins en moins, mais vous vous n'aurez RIEN !

Cette année 2019 ne constitue que les prémices des changements radicaux pour notre administration avec, dans les années à venir, la mise en œuvre de CAP 22 et les volumes de suppressions d'emplois déjà annoncés par le DG comme supérieurs sans compter l'attaque de notre statut.

Ainsi la Direction Générale affiche clairement son objectif d'une trésorerie par Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI). Pour notre département, cela se traduit par le tableau suivant :

EPCI	Trésorerie de rattachement
CC du Doubs Baumois	CFP Baume les Dames
CA du Grand Besançon	CFP Grand Besançon
CC des Deux Vallées Vertes	CFP L'Isle sur le Doubs
CC du Pays de Sancey-Belleherbe	CFP L'Isle sur le Doubs
CC Altitude 800	CFP Levier
CC du Plateau de Frasné et du Val de Drugeon	CFP Levier
CC du Pays de Maîche	CFP Maîche
CA Pays de Montbéliard Agglomération	CFP Montbéliard municipale
CC du Val de Morteau	CFP Morteau
CC du Plateau de Russey	CFP Morteau
CC des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs	CFP Mouthe
CC Loue-Lison	CFP Ornans
CC de Montbenoit	CFP Pontarlier municipale
CC du Grand Pontarlier	CFP Pontarlier municipale
CC des Portes du Haut-Doubs	CFP Valdahon

**Vous ne trouvez pas votre trésorerie dans ce tableau ?
Songez dès à présent à votre futur lieu de travail !**

Pour Solidaires Finances Publiques 25, toutes ces modifications vont dans le même sens, celui de l'optimisation des dépenses en considérant les ressources humaines comme la variable d'ajustement.

Nos représentants seront toujours à vos côtés pour défendre vos missions, vos emplois et vos conditions de travail !

AGIR – REVENDIQUER – DEFENDRE – LUTTER

La DGFIP n'est pas une marchandise !

VICTOIR DEBOUT RÊVE GÉNÉRALE

Annnonce d'Emmanuel MACRON le 10 décembre 2018 : RIEN POUR LES FONCTIONNAIRES !

Voilà une illustration
concrète du "droit à l'essai"
conclu par le Président de la République.
Gérald DARMANIN
Bien à vous.

Une prime sur la base du volontariat des entreprises. [Lundi 10 décembre, Emmanuel Macron a confirmé](#) que "tous les employeurs qui le peuvent verseront une prime de fin d'années à leurs salariés" sans que cette prime "ne soit soumise à impôt ou charges".

Publicis a pour sa part promis une prime de 1.000 euros à tous ses salariés touchant moins de 2.500 euros bruts par mois. Elle concernera 31% des salariés du groupe en France, en CDD ou en CDI.

Et l'État employeur il a prévu quoi pour ses agents ?

.....RIEN.....
NIET, NIENTE, NADA, NICHTS,
FOYE, KEUD, PEANUTS,
QUE DALLE, QUE TCHI,
WALOU...

Avec ou sans prime de Noël, bonnes fêtes de fin d'année à toutes et tous.